

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2025

AURIAM

**Association des usagers du restaurant
inter administratif de Mulhouse**

Association à but non lucratif

12 rue Coehorn

68100 MULHOUSE

Registre des Associations du tribunal judiciaire de Mulhouse

FIBA SAS – SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 88 18 59 59 - Email : strasbourg@groupe-fiba.fr

RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA intr. : FR 49 698501442

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Membre de la Cie Régionale de Colmar

www.groupe-fiba.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31.12.2025

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de votre association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AURIAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Le bureau exécutif de votre association a décidé de tenir le même jour son conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ainsi que son assemblée générale approuvant lesdits comptes et ce le 09 juin 2026. De ce fait, les comptes annuels qui ont été soumis à notre audit, n'étaient pas arrêtés.

Sous la condition que les comptes, tels qu'ils sont annexés au présent rapport, soient arrêtés en l'état par votre conseil d'administration, nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de Méthode » de l'annexe des comptes annuels qui expose les modalités et l'impact de la première application des règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2023-03 et n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans ce cadre, nos diligences nous ont conduits à vérifier le correct traitement comptable des éléments suivants :

Principes et méthodes comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Immobilisations grevées de droit :

Nous nous sommes assurés de la traduction adéquate à l'actif et au passif des immobilisations grevées de droit, trouvant leur contrepartie au passif sous la rubrique "Droit des propriétaires".

L'Annexe souligne bien que ces rubriques incluent l'ensemble des investissements financés par l'État hors immeuble.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels doivent être arrêtés par le Conseil d'Administration le 09 juin 2026.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Colmar, le 18 mai 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

FIBA SAS



Julien SCHAEGIS

*Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Colmar*

Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025				Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	
		Brut		Amortis. Provisions		Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles						
	Frais d'établissement	AA		AB			
	Donations temporaires d'usufruit	AE		AF			
	Concessions brevets droits similaires	AI		AJ			
	Fonds commercial	AM		AN			
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	AQ		AR			
	Immobilisations incorporelles en cours	AU		AV			
	Avances et acomptes	AY		AZ			
	Immobilisations Corporelles						
	Terrains	BC		BD			
	Constructions	BG		BH			
	Installations techniques,mat et outillage indus. autres corporelles	BK	10,794,20	BL	9,881,88	912,32	1824,64
	Immobilisations grevées de droit	BO	12,458,98	BP	869,01	11,589,97	2,164,08
	Avances et acomptes	BS	790,221,33	BT	722,123,13	68,098,20	33,864,50
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	BW		BX			
		CA		CB			
	Immobilisations Financières						
	Participations et Créances rattachées	CE		CF			
	Autres	CI	15,00	CJ		15,00	15,00
	Prêts	CM		CN			
	Autres titres immobilisés	CQ		CR			
		CU		CV			
		CY		CZ			
TOTAL (I)		DC	813,489,51	DE	732,874,02	80,615,49	37,868,22
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours						
	Matières premières, approvisionnements	DH		DI			
	En-cours de production de biens et services	DL		DM			
	Produits intermédiaires et finis	DP		DQ			
	Marchandises	DT		DU			
	Avances et Acomptes versés sur commandes	DX		DY			
	Créances						
		EB		EC			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	EF	84,053,74	EG		84,053,74	70,692,00
	Créances reçues par legs ou donations	EJ		EK			
	Autres créances	EN	29,953,37	EO		29,953,37	25,057,54
		ER		ES			
		EV		EW			
	Valeurs mobilières de placement	EZ	3,063,00	FA		3,063,00	3,063,00
	Instruments de trésorerie	FD		FE			
	Disponibilités	FH	76,328,70	FI		76,328,70	101,294,63
	Charges constatées d'avance	FL		FM			
COMPTES RÉGUL.	TOTAL (II)	FP	193,398,81	FQ		193,398,81	200,107,17
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III) FT					
	Primes de remboursement des emprunts	(IV) FX					
	Écarts de conversion actif	(V) GB					
TOTAL ACTIF		GF	1,006,888,32	GG	732,874,02	274,014,30	237,975,39

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Capitaux Propres	Fonds propres			
	Fonds associatifs sans droit de reprise	AA	177 524,22	177 524,22
	<div></div>			
	dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)			
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Autres fonds associatifs (partie 1/2)			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	apports			
	legs et donations			
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité			
	Autres		6,142,16	-11,519,95
	Report à nouveau			17,662,11
	Excédent ou déficit de l'exercice		-4,122,90	

			179543,48	183,666,38
	situation nette (sous total)			
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement			
	Provisions réglementées			
	Autres fonds associatifs (partie 2/2)			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
	Provisions réglementées			
	réduction des droits des propriétaires		-722,123,13	-740,014,58
	Droits des propriétaires - (Commodat)		790,221,33	773,879,08
	sous total	AC	68,098,20	33,864,50
	FONDS REPORTES ET DEDIES	AE		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	AG		
	Fonds dédiés			
	Total I	AY	247,641,68	217,530,88
Provisions	PROVISIONS			
	Provisions pour risques	BA	600,01	600,01
	Provisions pour charges			
	Total II	BC	600,01	600,01
Fonds dédiés	Fonds dédiés			
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	BE		
	Fonds dédiés sur autres ressources	BG		
	Total III bis	BI	0.00	0.00
Dettes	Emprunts obligataires et assimilées (titres associatifs)	BK		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières diverses			
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		23,808,47	17,201,66
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		1880,42	2458,01
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		83,72	184,83
	TVA collectée	BM		
	Fournisseurs et comptes rattachés	BO		
	Autres dettes (CIRFA)	BP		
	Instruments de trésorerie			
	Produits constatés d'avance	BQ		
	Total IV	BS	25,772,61	19,844,50
	Écarts de conversion passif (V)	BU		
TOTAL PASSIF		BW	274,014,30	237,975,39

Compte de résultat

État exprimé en€

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION	AA		
Cotisations			
Ventes de biens			
vente de dons en nature			
vente de prestations de services		102,482,30	115,212,95
vente de parrainages			
Subventions d'exploitation complément de prix		149,525,66	155,424,46
subventions particulière (covid 19)			
subventions de fonctionnement		142,213,53	127,202,36
versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable			
dons manuels			
mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
contributions financières reçues			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
utilisations des fonds dédiés			
Cotisations			
dons manuels			
mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
contributions financières reçues			
versement des fondateurs			
Quote-part de la dotation consommable virée au compte de résultat			
autres produits			
Total I		394,221,49	397,839,77
CHARGES D'EXPLOITATION	AI		
Achats de marchandises et de matières premières	AK		
Variation de stock (marchandises et matières premières)	AM		
autres achats et charges externes (dont repas et boissons : 248,003,20)	AO	381,405,05	377,192,05
aides financières	AQ		
Impôts, taxes et versements assimilés	AS		
Salaires et traitements	AU	5,461,51	3,733,98
Charges sociales		2,992,00	2,020,00
dotations aux amortissements et aux dépréciations		1,781,33	
Dotations aux provisions			
reports en fonds dédiés			
autres charges			
aides financières			
autres charges			
	AW		
Total II		391,639,89	382,946,03
	AY	0.00	0.00
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	BA	2,581,16	14,893,74
PRODUITS FINANCIERS	BC		
Participations	BE		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	BG		

Autres intérêts et produits assimilés	BI	2,846,70	3,115,44
Reprises sur provisions et transferts de charges	BK		
Différences positives de change	BM		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	BO		
Total III	BQ	2,846,70	3,115,44
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements , aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements			
Total IV			
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		2,846,70	3,115,44
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		5,427,86	18,009,18
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	BS	40,10	121,93
Produits exceptionnels sur opérations en capital	BU		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	BW		7,290,51
Total des produits exceptionnels V	BY	40,10	7,412,14
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	CA	397,108,29	408,367,65
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotation aux amortissements, dépréciations et aux provisions		9,381,30	7,516,51
Total des charges exceptionnelles VI		9,381,30	7,516,51
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-9,341,20	-104,34
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		210,00	243,00
Total des produits (I+III+V)		397,108,29	408,367,65
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		401,231,19	390,705,54
EXCEDENT			17,662,11
DEFICIT		4,122,90	

FIBA
Commissaires aux Comptes

contributions volontaires en nature

État exprimé en€		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Ressources	Répartition par nature de ressources		
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total des ressources	0.00	0.00
Emplois	Répartition par nature de charges		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total des emplois	0.00	0.00

FIBA
Commissaires aux Comptes

AURIAM

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

I. DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

L'AURIAM est une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Son activité est d'assurer la restauration collective du personnel des ministères ayant signé une convention avec l'association. Les locaux sont mis à disposition à titre gratuit par l'Etat. L'Etat prend à sa charge l'achat et le remplacement du gros matériel de cuisine et les rénovations du bâtiment.

II. LISTE DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les recettes sont constituées par :

- La vente des repas
- Les prestations de financement des repas (complément de prix)
- Les subventions de fonctionnement des différents financeurs (Ministères)

III. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires réalisé en 2025 s'élève à 252 007 € contre 270 637 € en 2024, soit une baisse de -18 629 €.

Cette baisse de chiffre d'affaires est liée au recul du nombre de repas vendus (de 27 158 repas en 2024 à 21 926 repas en 2025) et de la fréquentation du restaurant.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2025 présente un total net de 274 014 €.

L'association a changé de prestataire en Décembre 2024 pour la fourniture des denrées alimentaires et travaille désormais avec la société DUPONT RESTAURATION pour une durée de 3 ans jusqu'au 31/12/2027.

La sous-station de chauffage du restaurant a été rénovée en Juin 2025 par l'Etat. En date de mise en service de ce chauffage, le 15/10/2025, celui-ci n'était pas fonctionnel, engendrant des difficultés d'exploitation pour l'association.

En accord avec le prestataire des repas, le restaurant a été fermé sur l'exercice du 19/12/2025 au 02/01/2026, complétant une fermeture administrative qui a été décidée par le préfet fin décembre.

Suite aux travaux effectués, le restaurant a rouvert ses portes le 09/02/2026.

IV. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'association sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2022-06 et du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations modifié par le règlement ANC 2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du changement de méthode indiqué ci-après.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

V. CHANGEMENT DE METHODE

A compter du 1er janvier 2025, l'association applique les règlements ANC n°2023-03 et ANC n°2022-06 relatifs à la modernisation des états financiers. Cette première application constitue un changement de méthode comptable (changement de réglementation). Aucune incidence notable sur la présentation des comptes n'est à signaler.

VI. IMMOBILISATIONS

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice					
	A l'ouverture	Augmentation	Virement poste à poste	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes (Immobilisations grévées de droit)					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	773 879	41 342		25 000	790 221
Immobilisations financières					
Immobilisations en cours					
Total	773 879	41 342		25 000	790 221
Valeurs brutes (Immobilisations en propre)					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	12 958	10 295			23 253
Immobilisations financières	15				15
Immobilisations en cours					
Total	12 973	10 295		0	23 268
TOTAL BRUT	786 852	51 637		25 000	813 490
Amortissements et provisions (Immobilisations grévées de droit)					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	740 015	7 109		25 000	722 123
Autres immobilisations financières					
Total	740 015	7 109		25 000	722 123
Amortissements et provisions (Immobilisations en propre)					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	8 970	1 781		0	10 751
Autres immobilisations financières					
Total	8 970	1 781		0	10 751
TOTAL AMORTISSEMENTS	748 984	8 890		25 000	732 874
Total actif immobilisé net					80 615

Evaluation des amortissements :

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

<i>Immobilisations concédées</i>		
Catégorie	Mode	Durée
Installations Générales	Linéaire	10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
<i>Immobilisations en propre</i>		
Catégorie	Mode	Durée
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Elles comprennent les acquisitions d'immobilisations financées depuis 2009 par l'Etat et AURIAM. Celles-ci n'appartenant pas à l'Association, l'historique n'est pas reconstitué.

L'actif immobilisé n'inclut pas la valeur des immeubles mis à disposition qui n'ont pas fait l'objet d'une estimation.

Les investissements financés par l'Etat trouvent leur contrepartie au passif dans le poste "Droits des propriétaires".

Les anciennes immobilisations ont fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans qui vient en déduction à l'actif du poste "Immobilisations grevées de droits" et au passif du poste "Droits des propriétaires" issu des subventions de l'Etat.

Les amortissements soustraits respectivement à l'actif et au passif sous le poste "Amortissements des immobilisations grevées de droits" et "Réduction des droits des propriétaires" s'élèvent à 722 133 €.

Les investissements concernant la rénovation du restaurant inter-administratif de Mulhouse et réalisés en 2013 pour un montant de 635 918 € ont été amortis sur 10 ans.

L'association a acquis pour le compte de l'état au cours de l'exercice 2 sauteuses pour 29 885 €, et a mis au rebut les anciennes sauteuses (intégralement amorti et également financé par l'Etat). Ces nouvelles sauteuses sont amorties sur une durée de 10 ans.

FIBA
Commissaires aux Comptes

▪ Fonds propres avant affectation du résultat

Il s'agit des excédents accumulés issus des comptes administratifs antérieurs représentant la situation nette de l'Association.

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	177 524				177 524
Fonds propres avec droit de reprise					
Droits nets des propriétaires	33 864		41 342	- 7 109	68 098
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-11 520	17 662			6 142
Excédent ou déficit	17 662	-17 662		- 4 123	-4 123
Situation nette					
Subvention d'investissement					
Total	217 530	0	41 342	-11 232	247 640

▪ Droits du propriétaire

Il inclut le financement de l'Etat sur les biens renouvelables par l'Association. Ces biens restent la propriété de l'Etat.

Ce droit s'amenuise parallèlement à l'amortissement des immobilisations correspondantes.

VII. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. Bilan

1.1. Actif

- Immobilisations détenues en propres	12 502 €
Nettes d'amortissements	
- Immobilisations grevées de droits	68 098 €
Nettes d'amortissements	
- Créances diverses	84 053 €
- Crédit TVA + TVA déductible	29 953 €
- Trésorerie	79 391 €

L'ensemble des créances sont à échéance à moins d'un an.

1.2. Passif

- Fonds propres	177 524 €
- Report à Nouveau	6 142 €
- Droits du propriétaire (Etat)	790 221 €
- Réduction des droits du propriétaire	- 722 123 €

1.3. Dettes

- Dettes Fournisseurs	25 772 €
- Dettes Fiscales & Sociales	23 808 €
- Autres Dettes	1 880 €
	83 €

L'ensemble des dettes sont à échéance à moins d'un an.

1.4. Déficit

-4 122 €

1.5. Subventions octroyées par les différentes administrations

<u>Administrations</u>	<u>Repas</u>	<u>Fonctionnement</u>	<u>Complémentaire</u>	<u>TOTAL</u>
Finances	16 579.96	101 687.61	94 798.12	213 065.65
DDT	621.50	3 830.20	3 327.61	7 779.31
OFB	510.91	/	/	510.91
EN	270.98	2 002.76	501.82	2 775.56
DDETSPP	740.78	5 289.62	4 276.28	10 306.68
Justice	1 572.88	9 090.53	6 705.93	17 369.34
Préfecture	108.99	756.03	443.22	1 308.24
DREETS	/	65.34	43.80	109.14
DDSP	3 326.90	19 491.44	15 695.98	38 514.32
<u>TOTAL</u>	<u>23 732.90</u>	<u>142 213.53</u>	<u>125 792.76</u>	<u>291 739.19</u>

En ce qui concerne les administrations concernées utilisant la cantine inter-administrative, elles ont versé à l'Association AURIAM des subventions repas proportionnelles au nombre de repas.

FIBA
Commissaires aux Comptes

Ces administrations ont contribué aux dépenses de fonctionnement qui couvrent notamment :

- Les charges liées à la propriété,
- L'entretien et le renouvellement de matériel,
- Les assurances,
- Les fluides,
- Les charges salariales du personnel d'entretien.

1.6. Résultat Exceptionnel

- | | |
|--|----------|
| - Facturation de la perte du prestataire | -9 381 € |
|--|----------|

Cette facturation est liée à un évènement majeur et inhabituel indépendant de la volonté de l'association (chauffage défectueux). Cet évènement spécifique ne s'est pas produit au cours des derniers exercices comptables et il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices comptables. Le déficit de l'exercice s'explique majoritairement par cette charge.

VIII. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Mise à disposition gratuite à l'Association AURIAM à titre précaire et révocable des locaux destinés à l'exploitation d'un restaurant administratif. L'association n'a pas connaissance de la valorisation du loyer théorique.

La gestion de l'entretien du bâtiment et de l'ensemble des immobilisations ainsi que la tenue de la comptabilité sont réalisées par le trésorier dans le cadre des travaux qui lui sont confiés par la DGFIP, administration coordinatrice du restaurant AURIAM. Ces contributions ne font pas l'objet d'une valorisation et font uniquement l'objet d'une mention dans la présence annexe. Elles ne constituent pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

IX. ENGAGEMENTS FINANCIERS

Néant

FIBA
Commissaires aux Comptes